Parti et Gouvernement

SORTONS ENFIN DE L'EQUIVOQUE !

Le jour où le Parti se décidera, comme nous l'en adjurons depuis des mois, à retirer ses délégués du pouvoir, tous les vrais militants socialistes pousseront un profond soupir de soulagement.

Il y aura de quoi! Non seulement le Parti cessera — enfin! — d'endosser la politique Chautemps-Bonnet d'appauvrissement des masses, qui le déconsidère à l'*extérieur*, mais aussi et surtout il sortira — enfin! — d'une terrible ÉQUIVOQUE qui l'empoisonne à l'*intérieur*, qui déconcerte et démoralise ses militants.

C'est à définir et à dénoncer cette équivoque qu'est consacré le présent article.

Lorsque, en mai 1936, Léon Blum a constitué son gouvernement, nous n'avons pas rechigné, parce que l'*exercice du pouvoir* devait, selon sa propre expression, *accélérer le rythme qui conduit à la conquête* (1), parce qu'un *gouvernement de combat* (2), s'appuyant sur les masses ouvrières mobilisées, aux prises, dès les premiers jours de son existence, avec toutes les forces de la bourgeoisie, ne risquait pas d'exercer une influence délétère sur le Parti, mais devait, au contraire, exalter ce qu'il y a de meilleur en lui.

Une certaine interpénétration du « gouvernement de combat » et du Parti, réalisée dans le feu de la lutte, utilisée, pendant une période transitoire la plus courte possible, pour préparer, *à la fois du dedans et du dehors*, la conquête du pouvoir par la classe ouvrière, nous pensions que le Parti y avait avantage. Et c'est pourquoi nous ne nous sommes pas opposés à ce que l'un des nôtres apporte, à l'époque son concours technique à l'équipe gouvernementale.

Malheureusement, il n'y a jamais eu de « gouvernement de combat ». Le gouvernement dit de Front populaire a été, tour à tour, un gouvernement de conciliation, un gouvernement de « pause », un gouvernement de capitulation devant les banques. Au fur et à mesure que se poursuivait cette évolution, exactement en sens contraire du sens prévu, les avantages de l'interpénétration du Parti et du gouvernement, les avantages de « l'exercice du pouvoir » sont devenus pour le Parti autant d'inconvénients.

Pourtant, l'interpénétration a continué de plus belle. L'exercice du pouvoir a continué de plus belle.

C'est ainsi qu'est née l'ÉQUIVOQUE qui empoisonne le Parti.

Pour la faire mieux apparaître, nous allons énumérer un certain nombre d'exemples *précis*, au sujet desquels nous tenons à la disposition des militants des références *précises*.

Et, tout d'abord, le plus caractéristique : le cas du secrétaire général du Parti. Le secrétaire général du Parti est, en même temps, ministre d'Etat. Utilise-t-il ce cumul de fonctions pour accélérer *du dedans* la conquête de l'Etat par le parti de la classe ouvrière, ce pourquoi il aurait notre appui total, ou, au contraire, n'est-ce pas lui qui est *utilisé*, n'est-il pas l'anneau essentiel de la chaîne qui rive le Parti au char de l'Etat bourgeois?

Quand le ministre d'Etat fait écrire par son chef de cabinet une lettre sur papier ministériel, par laquelle il demande au secrétaire de la Fédération de la Seine de « maintenir la discipline dans sa Fédération », de quelle discipline s'agit-il? De la discipline révolutionnaire nécessaire à un parti en train de conquérir l'Etat? Ou de la discipline qu'exige l'Etat bourgeois d'un parti devenu « parti de gouvernement »?

Lorsque, successivement, le chef de cabinet du vice-président du Conseil et le ministre d'Etat, secrétaire général du Parti, invitent, par le télégraphe, et le téléphone, le secrétaire de la Fédération du Maroc à cesser toute attaque contre le général Noguès, représentant, au Maroc, du gouvernement, qui commande en l'occurrence : le Parti ou le gouvernement?

Deux camarades fonctionnaires sont détachés au cabinet de tel et tel ministres socialistes. Les ministres veulent bien les mettre à la disposition de la Fédération de la Seine, où ils assument l'un et l'autre des fonctions responsables. La Fédération tire-t-elle avantage pour ses fins *socialistes* et *révolutionnaires* de ces deux permanents qui ne lui coûtent rien ou, au contraire, la présence, à sa tête, de deux collaborateurs du gouvernement, ne restreint-elle pas sa liberté d'action?

Le directeur politique titulaire du *Populaire* est toujours Léon Blum (suppléé par Bracke). Mais Léon Blum est, en même temps, vice-président du Conseil. L'organe central du Parti tire-t-il avantage pour son rayonnement *socialiste* de la situation exceptionnelle de son directeur politique ou, au contraire, cette situation ne l'oblige-t-elle pas à mettre un « bœuf sur sa langue », à se vider de toute substance socialiste?

Quand le *Populaire* publie, signé de son initiale P, un éditorial dans lequel, à propos de tractations entre nations hier rivales, il est dit : « NOUS NOUS réjouissons, même quand ces rapprochements, le plus souvent souhaités par NOUS, préparés par NOUS, s'opèrent en dehors de NOTRE entremise... », qui parle, qui dit « NOUS », le *Populaire*, organe central du Parti socialiste, ou le *Populaire*, organe du gouvernement?

Quand le ministre socialiste de l'Intérieur fait, sur le coup de minuit, son petit tour à l'imprimerie du *Populaire*, est-ce pour réserver au quotidien du Parti la primeur de quelque nouvelle sensationnelle — comme seul un ministre de l'Intérieur peut en avoir dans son sac — ou est-ce, au contraire, pour veiller à ce que rien, dans le numéro à paraître, ne puisse gêner le gouvernement?

Lorsque tel ou tel camarade, qui a un pied dans le Parti et un pied dans le gouvernement, n'hésite pas à se servir de rapports de police, est-ce seulement dans la louable intention de démasquer les entreprises de l'adversaire de classe, ou n'est-ce pas également (c'est si commode!) pour espionner l'activité politique de certains militants du Parti et, le cas échéant, déchaîner contre ceux-ci les foudres convergentes du Parti et du gouvernement?

Lorsque tel chef de cabinet, hier à la présidence du Conseil, aujourd'hui au ministère du Travail, vient siéger au Comité consultatif des Amicales de la Seine (invité par qui?), est-ce seulement pour mettre son influence au service des « amicalistes », ce dont ceux-ci ne peuvent que lui savoir gré, ou n'est-ce pas aussi pour que s'exerce, dans le mouvement des Amicales de la Seine, l'influence gouvernementale?

Quand, dans un tract, le Bureau des Amicales lance aux travailleurs cet appel : « A travers VOTRE gouvernement, c'est vous qui êtes menacés. Défendez-le et défendez-vous en vous groupant dans SES (*sic*) amicales d'entreprise », cela signifie-t-il que le gouvernement s'identifie avec la classe ouvrière, ce à quoi nous applaudirions, ou, au contraire, qu'il veut freiner l'action autonome de la classe ouvrière en se ménageant *artificiellement*, au sein de celle-ci, des points d'appui?

On n'en finirait pas de citer des exemples. L'*équivoque* est de chaque jour et elle est partout. A tous les échelons du Parti, dans tous ses rouages.

Ne nous en prenons pas aux hommes : à l'origine du mal, il n'y a sans doute pas de défaillances individuelles. *L'état de choses que nous dénonçons est le produit* INÉVITABLE *d'une politique fausse et, partant, d'une situation fausse.*

C'est donc à cette politique qu'il faut nous en prendre, c'est à cette situation qu'il faut, sans tarder, mettre fin.

Pas d'autre moyen de sortir de l'équivoque.

Daniel GUERIN.

(1) *Populaire* du 2 juillet 1935.
(2) Motion du Congrès de Mulhouse, 1935.

Nous ferons appel !

Malgré nos protestations, la Commission exécutive fédérale de la Seine du 5 janvier vient de décider, à une faible majorité, que le nouveau local des Amicales, 7, rue Meslay, serait à la fois le local des Amicales de la Seine et celui du Comité national des Amicales.

Cette décision équivaut pratiquement à la MAINMISE DU COMITE NATIONAL SUR LES AMICALES DE LA SEINE. Mainmise extrêmement dangereuse quand on sait comment le Comité national conçoit la gestion du mouvement des Amicales...

Nous formulons les plus expresses réserves sur le vote de la C. E. fédérale duquel nous ferons appel devant le Congrès politique extraordinaire de la Fédération de la Seine le 23 janvier.

LA MINORITE (TENDANCE GAUCHE REVOLUTIONNAIRE) DE LA C. E. FEDERALE DE LA SEINE.

TRÈS IMPORTANT

CAMARADES, notez bien les adresses suivantes, pour améliorer notre travail.

Vente au numéro des CAHIERS ROUGES :

Seine : BREUILLARD, 197, rue du Bateau, à Aubervilliers.

Seine-et-Oise : ROUSSAT, 44, rue Lemercier, Paris (17e).

Province et colonies : BENSUSSAN, 17, rue Paul-Déroulède, à Bois-Colombes (Seine).

Tous versements doivent parvenir à **Anita SAUVAGE, 6** bis, **rue Poccard, Levallois (Seine).** — Compte chèques postaux : Paris 351.44.

N'oubliez pas d'indiquer **très exactement** la destination de chaque versement : abonnement, abonnement de soutien, comité des Cent, souscription à la Caisse de solidarité, brochures de propagande G. R., etc.

◆◆◆

LE BULLETIN SOCIALISTE DU XVe (numéros spéciaux contenant des schémas de conférences destinés aux militants de la tendance G. R.) est envoyé sur demande (**1 franc** le numéro franco) et accepte des abonnements de dix numéros (**10 francs**). S'adresser à Henri BRET, **42, rue de Dantzig, Paris, XVe.**

Le Prolétariat se ressaisit et se défend...

Après le triomphe électoral du Front populaire et la constitution d'un gouvernement à direction socialiste, le prolétariat voulut compléter cette victoire par l'obtention d'avantages positifs, sur le plan social et économique et humaniser des méthodes séculaires d'exploitation en usage dans les bagnes capitalistes.

Là est le véritable mobile de ce formidable mouvement gréviste qui apparut un moment, comme les prémisses d'une révolution.

La puissance des masses ouvrières s'affirmait avec tant d'ampleur, les travailleurs se montraient si résolus, que la bourgeoisie en fut terrorisée et qu'aucune résistance sérieuse ne fut opposée, lorsqu'à quinze cent mille, les grévistes occupèrent les usines. Nulle part la police ne reçut l'ordre d'intervenir.

La classe ouvrière eut le sentiment qu'enfin quelque chose de nouveau s'était produit. Elle pensa que la puissance patronale avait reçu un coup mortel. Que celle-ci ne devait jamais pouvoir retrouver son arrogance hautaine et son autoritarisme brutal et inhumain d'antan.

Il semblait acquis, le fait créant le droit, que les occupations d'usines ou d'ateliers étaient un droit naturel nouveau, s'ajoutant au droit syndical et au droit de grève légaux, que nul n'oserait contester.

Il semblait acquis également, la chose paraissant si odieuse, que jamais plus l'on n'oserait, dans notre démocratie désormais sociale, jeter les forces de coercition de l'Etat contre les travailleurs constituant la majorité électorale dans le pays.

La sensibilité ouvrière était sur ce point tellement vive, que le premier heurt entre la police et les grévistes semblait devoir déclencher un conflit social dramatique, aux conséquences incalculables.

Telle était la situation en juin-juillet 1936. Tels étaient bien les sentiments réels des masses prolétariennes à ce moment.

Après avoir créé, développé, porté au maximum de leur puissance les forces populaires en les dressant contre le capitalisme et le fascisme, les chefs, les hommes placés aux postes responsables, soit au gouvernement, soit à la tête des partis politiques ou à la tête des organisations syndicales, s'évertuèrent à les apaiser, à les canaliser, à les détourner de leurs objectifs normaux.

Pendant les premiers mois, le gouvernement Blum faisant figure de gouvernement du peuple, obtint de celui-ci qu'il demeurât calme, qu'il lui accordât sa confiance, sous prétexte de permettre la réalisation de réformes sociales successives et progressives. Ce même gouvernement obtint aussi que le peuple ouvrier ne fasse aucun mouvement profond, ni usage de sa force contre la structure même du régime capitaliste.

Quel fut le résultat ?

Les mois ont passé. Le prolétariat endormi, moitié confiant, moitié inquiet, attendit sagement, trop sagement !... dans le calme... la dignité et la discipline, on ne sait quel miracle gouvernemental qui ne se produisit pas.

Puis ce fut le réveil brutal.

Partout le patronat agressif, reprenant l'offensive, engageant la lutte, déchirant les contrats collectifs, sabotant la loi de quarante heures, répudiant le droit syndical, jetant à la rue les meilleurs militants parce que membres de la C. G. T., préparant un formidable complot contre les libertés publiques...

Les travailleurs se demandèrent s'ils n'étaient pas trahis.

Et ils se mirent en mesure de se défendre par leurs propres moyens.

Par l'action directe de classe, par l'occupation des usines. Ce fut d'abord la grève chez Fiat. La grève d'une heure dans la métallurgie en novembre. La menace d'une grève généralisée des fonctionnaires, évitée on ne sait comment, ou on le sait trop, malgré les maigres avantages obtenus. Ce fut la grève puissante des grands magasins, de l'alimentation, des transports fin décembre, suscitant çà et là l'apparition de la police et l'emploi de méthodes brutales que l'on croyaient abolies.

Puis, ce fut aussi la grève de l'usine Goodrich à Colombes, 2.000 ouvriers l'occupaient dans le calme depuis sept jours, sans aucun incident, quand soudain, un matin, à cinq heures, le 23 décembre, des pelotons de gardes mobiles apparurent — venus sur l'ordre de qui ? — entourèrent l'usine, et se préparèrent à attaquer nos camarades et à les en chasser.

Le prolétariat de la région parisienne réagit immédiatement. De partout affluèrent des témoignages de solidarité. Les grèves gagnèrent rapidement de proche en proche les usines environnantes. Trente mille travailleurs résolus apportèrent spontanément leur appui aux camarades menacés, et le gouvernement recula.

Ce fut enfin la grève des « services publics » le 29 décembre, provoquée délibérément par la majorité fasciste du Conseil municipal de Paris et par le représentant du pouvoir central, M. Villey, préfet de la Seine.

Comment expliquer, à ce sujet, l'inqualifiable article de D. Mayer paru le jour même dans le *Populaire*, condamnant la grève et paraissant y voir on ne sait quelle machination contre la population de la région parisienne et le gouvernement. Comment expliquer l'attitude de nos camarades ministres hésitant pendant vingt-quatre heures à prendre position aux côtés des employés en lutte ?

Comment des socialistes ont-ils pu tolérer que M. Chautemps refuse de recevoir les représentants des grévistes « tant que durerait la grève » ?

Comment enfin ont-ils pu laisser s'accréditer, par leur silence, tout au long d'une journée qui fut extrêmement pénible pour des militants socialistes attachés à leur parti, occupant les usines ou les dépôts d'autobus avec leurs camarades, l'idée qu'ils approuvaient, tacitement tout au moins, les termes insolents du communiqué du président du Conseil parlant au nom du gouvernement, lequel constituait une menace directe d'intervention armée pour mettre fin au conflit en même temps qu'un désavœu provoquant de ce mouvement légitime ?

Messieurs les radicaux du gouvernement n'ayant que peu... d'affinités avec le prolétariat n'entendront pas les grondements de la sourde colère qui monte, ils attendront une meilleure occasion pour renouveler le mauvais coup raté.

Quelle est la tâche des socialistes ?

Mais nous, socialistes, nous qui avons certains de nos camarades dans ce gouvernement qui se propose de nous faire matraquer quand nous occupons les usines pour la défense de nos droits et intérêts légitimes, pouvons-nous considérer cette affaire comme close, parce qu'elle est une défaite toute momentanée pour le gouvernement auquel les nôtres participent ? Aucune raison d'Etat ne peut nous bâillonner.

Nous, nous n'avons pas le droit de nous taire. Nous devons élever la voix pour dire que ce crime contre le prolétariat, ce crime contre le peuple ouvrier, des socialistes n'ont pas le droit de le commettre. Et nous pensons que l'intention manifestée le 23 décembre était déjà chose très grave.

Si la situation pour eux est difficile, si la pression des éléments bourgeois et capitalistes sur les socialistes au gouvernement devient trop forte, si la réaction fasciste veut les utiliser comme instrument de sa revanche, ils ne doivent pas, eux, élus ouvriers, être les exécuteurs de cette revanche, ni de cette agression.

Si M. Gignoux exige réellement que la police chasse les travailleurs en grève des usines qu'ils occupent, eh bien ! camarades ministres socialistes, jetez vos portefeuilles au visage des maîtres de forges et des banquiers !

Soyez à nos côtés. Vous, avec nous, la police des trusts et des chefs factieux ne viendra pas nous déloger, elle restera impuissante contre notre bloc. Et le peuple, enfin maître de ses destinés, réalisera un nouveau mouvement de juin.

CANNET et BERTHELEMY.

UN GUIDE SÛR...

« ...Ce qui importe avant tout, c'est la CONTINUITE DE L'ACTION, C'EST LE PERPETUEL EVEIL DE LA PENSEE ET DE LA CONSCIENCE OUVRIERES. LA EST LA VRAIE SAUVEGARDE. LA EST LA GARANTIE DE L'AVENIR. »

JEAN JAURES.

(Dernières phrases de son dernier article, *Humanité*, 31 juillet 1914.)